que le nombre des expéditionnaires serait variable et proportionné à l'abondance des matières à traiter. Actuellement ce corps était réduit à 26 membres.

— Cela m'amène à parler des taxes. Outre ces affaires qui sont le privilège de la Daterie et de la Chancellerie apostolique, et qui continueront à payer les mêmes taxes, moins l'agence si la personne les traite elle-même, les différentes Congrégations accordent des pouvoirs dont la taxe est variable et a augmenté depuis quelques années, au moins dans certaines dicastères ecclésiastiques. Le pape détermine dans le règlement annexé à la constitution que ces frais de chancellerie seront respectivement de 10 francs et de 5 francs, selon l'importance de l'affaire ; d'autre part, l'agence sera de 6 francs ou de 3 francs, suivant en cela le chiffre de la taxe des bureaux. Il déclare que tout le monde peut demander pour soi directement les pouvoirs dont il a besoin ; mais pour pouvoir faire l'agent pour un autre, il faut d'abord une procuration par écrit, et ensuite que ce procureur soit agréé par la Congrégation à laquelle il se présente. Il y aura désormais à la Consistoriale un registre dans lequel devront s'inscrire tous ceux qui désirent faire l'agent ecclésiastique près la cour romaine. Si c'est un ecclésiastique non romain, il lui faudra obtenir par écrit la permission du Vicariat de résider à Rome.

— A ces modifications on peut en ajouter deux autres de moins d'importance et qui ont pu passer inaperçues. Dorénavant le vice-chancelier s'appellera chancelier de la Sainte Eglise. Le titulaire actuel est le cardinal Agliardi, évêque d'Albano, qui va par conséquent bénéficier de cette modification de titre. A cette occasion, on peut se demander pourquoi il s'appelait vice-chancelier ? La raison est bien simple. Avant 1187, les chancelliers de l'Eglise Romaine étaient et s'appelaient chancelliers. Le cardinal Albert de Mora, chancelier à cette